



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Les hommes et le développement

Jean-Marie Miossec

Citer ce document / Cite this document :

Miossec Jean-Marie. Les hommes et le développement. In: Économie rurale. N°99-100, 1974. Le développement agricole en France. pp. 3-13;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1974.2269>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1974_num_99_1_2269

Fichier pdf généré le 26/03/2019

Les hommes et le développement

par J. MIOSSEC, président du SUAD du Finistère

Le développement est devenu un des termes les plus répandus de la littérature économique, sociale ou politique. L'agriculture aussi l'utilise, on parle de plans de développement des exploitations, de l'agriculture dans le développement, et plus particulièrement des « actions de développement », nouvelle façon d'appeler la vulgarisation, au moins depuis les décrets de 1966.

Le développement est aussi considéré comme la finalité d'organisations ou d'initiatives diverses : la politique économique des Etats déclare viser à réaliser le développement, les coopératives agricoles veulent assurer le développement de l'agriculture, la recherche devient souvent recherche-développement, la formation est qualifiée de clé de voûte du développement...

Les actions de développement-vulgarisation sont parfois l'objet de réserves ou de critiques, malgré leur remarquable contribution à la transformation de l'agriculture. Les propos échangés, ou les rapports présentés à ce sujet relèvent de la plus grande incohérence. Rares sont ceux qui parlent le même langage ; surtout en dehors de ceux qui sont mêlés aux actions, agriculteurs et conseillers, qui n'ont jamais douté du caractère fondamental et irremplaçable de leurs actions, malgré les imperfections, la faiblesse des moyens ou les difficultés venant d'initiatives extérieures...

Le mot « développement », appliqué à l'agriculture, recouvre-t-il la même réalité quand il est utilisé dans l'industrie, ou encore quand il s'agit de développement d'un monde que l'on qualifie de « tiers » ? Si la réponse était négative, il faudrait regretter l'emploi « particulariste » d'un vocabulaire ou d'un instrument

d'analyse : ce serait rester dans un « ghetto » agricole. Or, la valeur d'une science ou d'une discipline est renforcée par son universalité.

« Le développement » est devenu une science ou, si l'on préfère, un nouveau concept scientifique que nous n'avons pas le droit d'escamoter. Il recouvre une analyse assez précise pour que l'on n'accole pas ce terme à n'importe quoi. Telles ces annonces dans des journaux très sérieux, proposant des emplois à des « spécialistes en développement » pour firmes... pour le développement de leurs profits.

Les agriculteurs ne s'y trompent pas quand ils se posent des questions : le développement pour qui, pour quoi ?

Concept scientifique particulièrement riche, nous en appelons à un effort de réflexion et d'analyse afin que le développement ait un sens pour les agriculteurs, comme pour d'autres catégories de travailleurs, comme également pour les habitants des pays dits sous-développés : sinon il faudrait d'ailleurs s'interroger avec F. Perroux (1) sur le sous-développement mental de l'homme blanc.

Nous proposons ici un itinéraire qui demanderait à être approfondi, discuté, mais qui résulte à la fois de nos actions et de notre réflexion.

Nous nous proposerons d'abord de dire ce qu'est le développement, puis nous en définirons les implications structurelles et les exigences en matière de formation permanente.

(1) PERROUX (F.) - Le Pain et la Parole - Paris, Editions du Cerf, 1969, p. 43.

LE DEVELOPPEMENT POUR L'HOMME

« L'homme n'est pas un facteur de développement. Il en est le fondement » (2). Nous étairons d'abord notre réflexion par quelques textes empruntés aux principaux précurseurs qui ont parfaitement analysé le phénomène de développement, le Père Lebreton et François Perroux, et aussi à quelques économistes qui ont poursuivi ces analyses.

a) **Lebreton** déclare : « La notion de développement est prise d'une image vivante : la plante se développe, l'animal se développe. Il s'agit d'un équilibre interne qui se continue dans la croissance. Il s'agit d'une harmonie qui tient à la nature de l'être en voie de développement. Un principe intime d'unité réalisé en permanence dans la succession en vue d'un mieux ; pour la plante, c'est la fécondité exprimée dans la fleur et le fruit. Le développement est l'explicitation des valeurs que l'être portait en soi, l'évolution des potentialités vers « l'état » qui les réalise » (3).

« Le développement authentique est pour nous, en tant que science et technique :

- la discipline des passages dans une évolution ordonnée ;
- pour une « population » ou une « sous-population » déterminée ;
- d'une phase moins humaine à une phase plus humaine ;
- au rythme le plus rapide ;
- au coût le moins élevé possible ;
- compte tenu de la solidarité entre « sous-population » et « population ».

Retenons déjà qu'il s'agit d'une *population*, d'un *territoire*, d'une évolution harmonieuse et de l'épanouissement de l'homme.

D'emblée il dissipe une ambiguïté.

« Le développement est pour les uns « *mécaniste* », pour les autres « *organique* » ; pour les uns, question de productions additionnées, pour les autres, question d'élévation humaine dans toutes les couches de la population... « C'est la conception organique du développement qui est valable », c'est elle qui répond le plus authentiquement aux aspirations humaines « fondant une économie qui vaille pour tout l'homme et tous les hommes ».

Il s'agit du « *plus être* » par opposition au « *plus avoir* ». Et ainsi la finalité de l'Economie, de la société, est bien soulignée. Le développement ne saurait être que le développement de l'homme : tout l'homme et tous les hommes.

b) **François Perroux** précise ses analyses des pôles de croissance, des investissements moteurs et du développement dans une perspective « où la *création* économique propage ses résultats au bénéfice de tous, avec les moindres retards et les moindres coûts humains, et où les relations entre les hommes

admettent une *signification intelligible au plus défavorisé* » (4).

« Le développement est la *combinaison des changements mentaux et sociaux* d'une population qui la rendent apte à faire croître, cumulativement et durablement, son produit réel global » (5).

... « La construction permanente de l'homme par l'homme qui est le tout du développement » (6).

« Ni la multiplication des points de progrès techniques ou économiques, ni l'établissement de réseaux de liaisons matérielles entre eux, ne suffisent à rendre une société économiquement progressive. Il faut encore une transformation active des hommes par les hommes, c'est-à-dire l'établissement de formes de la communication et de la transmission de l'information adaptées aux sujets tels qu'ils sont.

C'est par un *aménagement du milieu humain* lui-même, vraiment respectueux des situations concrètes et de l'originalité des projets qui peuvent se former que, sans destructions massives d'hommes et d'avenir humain, les propagations les meilleures de la nouveauté s'opèrent dans les économies et les sociétés dites dualistes (4).

Il faut que les progrès proposés aient un sens pour la population.,

Création, propagation, signification sont les principaux maîtres mots dans l'analyse du progrès et du développement chez François Perroux.

c) de *Bernis, Albertini*...

Prolongeant les analyses précédentes, une autre génération d'économistes précise certains aspects de l'analyse en mettant l'accent sur les causes du sous-développement : de *Bernis, Furtado, Comparato, Albertini*, etc...

PROCESSUS BIOLOGIQUE BLOQUÉ

Comparato nous invite à dépasser la notion étatique de *carence* ou d'*infériorité de retard* pour trouver la notion plus dynamique d'*évolution, de dégradation* et expliquer les causes du sous-développement.

Le sous-développement a une *origine historique* : la révolution industrielle sous la forme capitaliste au siècle dernier :

« C'est du contact entre l'Occident industrialisé et les économies coloniales préindustrielles qu'est né le processus de déséquilibre croissant, caractéristique du sous-développement » (7).

(2) ALBERTINI. - Les mécanismes du sous-développement - Paris, Editions Ouvrières, 1966.

(3) LEBRET. - Dynamique concret du développement - Paris, Editions Ouvrières, 1963, p. 38-40 et suivantes.

(4) PERROUX (F.). - L'Economie du XX^e siècle - Paris, PUF, 1961, p. 17 et 224.

(5) PERROUX (F.). - Op. cit., p. 155.

(6) PERROUX (F.). - Op. cit., p. 158.

(7) BERNIS (de). - Le Tiers Monde, l'Occident et l'Eglise - Paris, Editions du Cerf, p. 68.

Ce processus a eu des effets analogues sur la société rurale européenne et sur l'activité agricole, surtout dans les régions non industrialisées, par exemple Sud de l'Italie, France de l'Ouest et du Sud-Ouest.

Comment ?

Gérard de Bernis est encore plus explicite (8). « L'industrie va tout transformer. L'Europe et les zones périphériques, industrialisant la première, faisant entrer les secondes dans l'ère du sous-développement.

L'industrie va sans aucun doute créer un secteur moderne mais aussi introduire une *rupture* au sein de l'ancienne économie et entraîner *sclérose* de ses mécanismes, *blocage* de ses possibilités d'évolution spontanée et finalement *naissance* d'un secteur devenu traditionnel. »

« Cette société traditionnelle qui eût pu évoluer si un véritable dialogue s'était instauré avec la société industrielle, a été au contraire « agressée » dans son être même par celle-ci. Dès lors au lieu de s'ouvrir au progrès, elle a eu peur d'être condamnée à la disparition et elle s'est repliée sur elle-même, cherchant à sauvegarder son être, en l'abritant derrière le respect de ses traditions, cherchant paradoxalement à assurer son avenir en préférant le respect du passé aux risques du progrès. »

DESARTICULATION - DOMINATION - CONFLITS

Enfin J.M. Albertini, analysant les mécanismes du sous-développement, consacre une bonne partie de son étude aux deux aspects principaux du sous-développement : la *désarticulation* de l'économie entre secteur traditionnel et secteur moderne d'une part, et les phénomènes de *domination*.

« Il est faux de dire que le sous-développement est à l'origine, et que les pays maintenant développés étaient auparavant sous-développés ; comme s'il y avait une logique qui ferait passer du sous-développement au développement. »

« Toute une série de questions se posent presque de manière analogue dans les pays sous-développés et dans certaines parties de nos économies développées, « notamment dans certaines zones de l'économie agricole française » (9).

LE DEVELOPPEMENT EST UN COMBAT

Le développement est donc un combat contre les causes du sous-développement, contre les structures de domination.

« Depuis les débuts de l'industrie moderne, les sociétés occidentales sont des structures à base de domination : des classes dominantes, des classes dominées, des groupes dominants, des groupes dominés. Jamais les classes dominantes n'ont souhaité, ni proposé spontanément le dialogue avec les classes dominées » (10).

Ce détour à la fois trop long et trop court à travers les analyses d'économistes contemporains pourra enrichir nos conceptions en matière de développement.

Ces différentes analyses se rejoignent et se complètent. Elles ont la même préoccupation et aboutissent à définir un objectif unique au développement : l'homme et ses conditions de vie.

L'objectif du développement, c'est l'épanouissement de l'homme, de tous les hommes.

Le développement est orienté vers l'amélioration des conditions d'existence des plus nombreux et des plus déshérités (de Bernis).

S'épanouir, pour l'homme, c'est se développer harmonieusement, être plus homme chaque jour ; c'est mettre en jeu toutes ses facultés et donner sa pleine mesure ; c'est acquérir plus de connaissances, affermir davantage sa volonté, devenir plus efficace, c'est se rendre capable de plus donner (Lebret).

« L'homme n'est pas un bétail à l'engrais » (Saint-Exupéry).

Il faut sortir de la contradiction qui fait de la multitude, le moyen de développement des autres hommes, en sacrifiant son propre développement.

La phase du progrès, des sciences et des techniques où nous entrons ne saurait plus se contenter de l'homme source d'énergie, ni de l'homme prolongement de la machine (Richta).

L'homme ne saurait être considéré que dans sa *fonction de production*.

L'homme unidimensionnel (Marcuse) est une monstruosité.

« Développer un peuple, c'est le rendre à lui-même. » (Houée).

L'épanouissement de l'homme ne peut se réaliser que dans une économie, une société qui assure à chacun la meilleure satisfaction de ses besoins essentiels. Cette satisfaction, tout en étant toujours relative, car variant suivant les époques et les lieux, et les besoins évoluant eux-mêmes, doit être considérée comme le but de l'économie. Elle ne résulte pas inévitablement de l'accroissement de la population. Elle doit procurer à tous sa part de biens primaires, secondaires et tertiaires.

L'épanouissement de l'homme se réalise dans ses conditions de vie, dans son travail, ses loisirs, l'accès à la connaissance, à la santé.

Ceci nous entraîne à nous poser des questions concernant la place de l'homme dans le développement.

(8) BERNIS (de). - Développement et Civilisations, n° 18, pp. 7 et 8.

(9) BERNIS (de). - Le Tiers Monde, l'Occident et l'Eglise, op. cit., pp 87 et 90.

(10) PERROUX. - Industrie et Création Collective, tome 1, p. 129.

— Les besoins des hommes sont-ils pris en considération dans la société moderne ? L'apparence : « des hommes de plus en plus nombreux jouissent aujourd'hui de conditions d'hygiène meilleures, mangent à leur faim, leur nourriture est plus saine, les congés (11) plus longs, le confort ménager s'est considérablement amélioré, les moyens de distraction plus diversifiés... « mais la société ne produit pas pour satisfaire les besoins éprouvés, elle produit les besoins pour vendre ses produits. »

« Le temps dégagé par le progrès de la productivité, au lieu d'être libéré, est réinvesti dans la production. » L'Economie est-elle régie par les besoins vrais des hommes ou les besoins créés par le système de production ?

— Les besoins des agriculteurs n'entrent-ils pas encore moins en compte ? La pensée économique la plus courante considère que les agriculteurs sont en surnombre. Une politique de régression de l'agriculture permet de répondre aux besoins de l'industrie agro-alimentaire, en accroissant les unités de production et en éliminant les plus faibles.

— Les conditions de travail ne sont-elles pas commandées par la course à la productivité avec des objectifs de production, imposés de l'extérieur, érigés en lois économiques ?

Les loisirs presque inexistants ne sont-ils pas souvent des loisirs de fatigue ou d'abrutissement ? La culture permet-elle de réfléchir et d'analyser la situation dans laquelle on vit ?

— N'y a-t-il pas de contradictions entre le travail de l'homme, considéré comme moyen d'aménager la nature, comme moyen d'expression de l'homme et comme lien entre les hommes, et l'existence réelle de l'homme soumis aux impératifs d'une industrialisation « sauvage » ?

L'industrie qui devait contribuer à épanouir ne contribue-t-elle pas à dégrader, à abrutir les hommes ? paysans ou O.S. ?

Aussi une politique de développement de l'homme a-t-elle du mal à émerger à travers les politiques économiques.

C'est pourquoi il est nécessaire de favoriser tous les processus qui peuvent y conduire, notamment les structures où les hommes vivent le développement, où les hommes peuvent s'exprimer, établir leur projet : en un mot, participer à travers des structures ascendantes.

C'est une tâche d'intérêt général que les Pouvoirs Publics doivent soutenir.

Les moyens pour atteindre un développement authentique peuvent être regroupés autour de trois lignes de force essentielles.

1. Le blocage de l'évolution normale d'une population appelle, en même temps que l'accélération du progrès des techniques, une transformation des men-

talités et des comportements. Pour qu'elle s'opère dans les meilleures conditions, pour restituer son dynamisme interne à une population, il est nécessaire que les *intéressés soient responsables de la transformation* et ainsi puissent rester eux-mêmes. Sinon elle perdrait son identité, serait aliénée... Et toute politique de développement serait détournée de son objectif : *l'épanouissement de l'homme*.

« Il ne sert à rien d'élaborer un plan de développement, de mettre en place de nouvelles structures politiques et administratives, si les hommes ne vivent pas le développement. L'homme n'est pas un facteur de développement parmi d'autres, il en est le fondement » (12).

C'est une remise en cause de toute l'approche du développement à partir de la participation active et consciente de la population. Il s'agit d'imaginer des structures et des techniques d'analyse qui permettent de poser les problèmes d'un développement porté et assumé par tous les hommes qu'il concerne.

2. Le second élément du développement est la cessation de la domination et de l'exploitation, ou ce que l'on appelle la *reconstitution d'un pouvoir économique* que l'on peut traduire par une meilleure rémunération du travail, l'amélioration des conditions de vie. Il faut aussi libérer les hommes d'un appareil qui fait peser ses exigences économiques, sa politique d'expansion sur le temps de travail comme sur le temps libre, qui ne considère l'homme que comme un producteur. Il suffit de penser dans ce domaine aux réflexions des agriculteurs qui se déclarent moins libres qu'il y a dix ans, qui se trouvent pris dans un engrenage d'investissements ; emprunts croissants, dans une croissance accélérée de leurs unités de production...

« Avoir la liberté économique devrait signifier être libéré de l'économie de la contrainte exercée par les forces et les rapports économiques » (13).

L'agriculture dispose de plusieurs moyens pour l'amélioration des conditions de travail : ce sont les *coopératives*, le *crédit agricole* qui sont des maillons indispensables de la stratégie professionnelle pour la défense du revenu de l'agriculteur définie par le syndicalisme. Mais ces organisations économiques, qui sont les instruments de l'agriculture, doivent opérer dans un marché où elles risquent d'être détournées de leur fonction, notamment par l'industrie agro-alimentaire qui accapare la plus grande partie des fruits des progrès réalisés par les agriculteurs.

(11) Revue Economie et Humanisme, n° 6, mars-avril 1943, et n° 210, mars-avril 1973, pp. 6 et 23.

(12) ALBERTINI. - Les mécanismes du Sous-Développement, op. cit., p. 202.

(13) MARCUSE. - L'homme unidimensionnel.

Aussi une très grande vigilance est nécessaire pour que la coopération produise la plénitude de ses effets en faveur des agriculteurs.

A ces moyens professionnels il faut ajouter les politiques de transport, l'organisation de marchés, etc...

3. Enfin le troisième élément fondamental du développement est la *reconstitution du dialogue entre l'agriculteur et l'industrie* : car c'est de la juxtaposition du secteur agricole et du secteur industriel qu'est né le sous-développement, et, le plus souvent, de la domination du secteur industriel sur le secteur agricole.

Le secteur industriel dans l'économie moderne exerce, à n'en pas douter, des effets d'entraînement sur son environnement. Les analyses de F. Perroux sur les pôles de développement, G. de Bernis sur l'industrie industrialisante le montrent bien.

Néanmoins il faut souligner que cet « entraînement » s'est fait le plus souvent dans « la domination », ou bien s'est fait dans des conditions anarchiques produisant le sous-développement. Dans l'économie occidentale, la logique des firmes relevant de la seule recherche du profit ne saurait coïncider avec la logique du développement : ainsi les implantations industrielles se sont faites sans tenir compte des effets d'entraînement. On a d'une part une France et une Europe industrialisées, d'autre part une France et une Europe non industrialisées : les régions périphériques sont restées à l'écart, par exemple la France de l'Ouest et l'Italie du Sud. Les structures politiques centralisées ont encore accentué ce phénomène.

Situées différemment par rapport à l'industrie, il n'est pas étonnant que la perception des problèmes de développement soit différente d'une région agricole à l'autre. Et il faut un effort d'analyse pour pouvoir tenir le même langage.

Si dans la phase actuelle on ne saurait comparer la Bretagne au Massif Central, c'est que les effets du sous-développement s'y sont manifestés différemment. Mais c'est une différence de degré et non une différence de nature. L'industrie a le pouvoir de tout attirer à elle, les hommes, les capitaux, les producteurs. Si les hommes restent encore en Bretagne pour quelque temps, combien de productions sont parties, combien y en a-t-on laissées !...

Même ceux qui se trouvent dans les régions industrialisées en arrivent à se poser des problèmes de développement. Excès au lieu de carence : par exemple disparition de l'agriculture devant les HLM et les autoroutes. Pollutions et autres inconvénients

qui entraînent les mises en causes fondamentales de la croissance. Il est symptomatique de voir M. Mansholt, l'apôtre de la productivité agricole, devenir subitement un partisan de la croissance zéro. N'oublions pas que cette révision aboutit aussi à des positions absurdes qui seraient de l'anti-développement : d'une part une France pour le travail, et d'autre part une France pour la récréation. Ce serait figer les situations acquises, et sauver les riches des pays développés.

M. Mansholt n'est-il pas capable d'aller plus loin ?

Cependant le problème des contradictions actuelles a été posé nettement tant par Perroux que par Le Bret à diverses reprises. Et les nouveaux prophètes, qui s'étaient trompés il y a dix ans, peuvent être suspects actuellement.

« L'industrie a produit des choses en consommant des hommes » (14).

« La production et l'accumulation des choses sont préférées à la vie et à son épanouissement dans la multitude » (15)... « L'industrie a entrepris de faire à son bénéfice ce qui peut être tourné à l'avantage de la société » (15).

Les analyses de Perroux, désormais classiques, des coûts sociaux, des destructions, des équipements collectifs et des coûts de l'homme, précisent que ceux-ci ne sont pas pris en compte dans les calculs de la firme. Il faut rappeler aussi que Le Bret, dès la création d'« Economie et Humanisme » dans les années 40, soulignait la nécessité de respecter à la fois les rythmes et les équilibres biologiques, tout en recherchant un équilibre dans le développement de chaque région française.

Nous sommes loin de l'absurde dichotomie consacrée par la division du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, et du Ministère du Développement industriel, dont on peut espérer au mieux qu'ils ne parlent pas de la même chose : l'un préoccupé par la structuration de l'espace et l'autre par la psychosé d'une croissance, alors que le développement est « un » et doit se fonder sur l'articulation de l'espace rural à l'espace industriel intégrant une perspective de l'environnement.

*
**

Un dernier aspect doit être souligné pour ne pas « mettre la charrue avant les bœufs ». Beaucoup de « spécialistes » du développement analysent les situa-

(14) PERROUX (F.). - Industrie et créations collectives - Paris, PUF, p. 182.

(15) PERROUX (F.) Op. cit., p. 187.

tions, et recherchent les « indicateurs » du sous-développement pour une population ou un territoire. Mais leur démarche intellectuelle reste en chemin. Car ils ne recherchent pas, ou parfois ne veulent pas rechercher les causes. Ils définissent des objectifs à atteindre ; cependant, confondant la fin et les moyens, ils proposent des solutions séduisantes mais illusives.

Il en est ainsi, dans une certaine mesure, de la notion de « pays », de « ville moyenne ». C'est une structure équilibrante à proposer : mais pourquoi des villes moyennes s'étiolent-elles, comment n'accomplissent-elles pas une fonction dynamique... Oublions les phénomènes d'entraînement et les pôles de développement, s'il y a place à ce niveau pour des initiatives et des équipements nouveaux, on peut craindre que leur portée ne puisse être que limitée sans industrie motrice.

De la même façon le rôle des industries de transformation pour une meilleure valorisation des productions régionales est contrarié par l'absence de « milieu industriel ». D'ailleurs il suffit de constater que les régions de production ont une part moins que proportionnelle d'industries agricoles et alimentaires : et ce n'est pas un phénomène de retard dans l'adaptation mais un phénomène d'absence de contexte entraînant. A défaut on laisse à la coopération le soin des premières transformations et des premières mises en marché. Cela fait partie de la stratégie des industries agro-alimentaires dont on connaît aussi le rôle dans le prélèvement des fruits des progrès réalisés par les agriculteurs.

On pourrait aborder le problème du développement et de l'avenir des régions, sans l'agriculture ou avec une agriculture réduite : il en résulterait la suppression de la plus grande partie des activités économiques locales ; les entreprises approvisionnant l'agriculture en matériel, engrais, les semences et aliments du bétail, les transports, la transformation, sans parler des activités dérivées concernant l'alimentation, l'habillement, l'enseignement, etc...

Aussi le problème du développement régional est celui d'un entraînement industriel assurant le maintien, la consolidation d'une agriculture dynamique, dans des conditions qui rendraient le métier de l'agriculteur attractif pour les jeunes agriculteurs, et permettrait à ceux qui n'ont pas d'avenir dans la profession agricole d'exercer un métier dans la région.

Nous sommes loin de ceux qui ne considèrent le développement que comme une adaptation, phénomène passif, au nom d'une certaine prospective qui ne se contente que de prolonger les tendances actuelles. Les marchands de prospective et d'animation font aussi des calculs d'anticipation, renforçant derrière leur passivisme technocratique les intérêts des groupes dominants. D'ailleurs l'industrialisation

sauvage, qui a fait des profits en détruisant des hommes et des régions, s'ouvre une nouvelle voie de profit en vendant les remèdes à la pollution...

Ce long cheminement nous a paru indispensable pour préciser que le problème pour les agriculteurs et les régions rurales est de définir une politique de développement dans laquelle le secteur agricole pourrait ne plus être un secteur dominé, et les impératifs qui feraient des agriculteurs et de la population, des hommes non aliénés par le processus d'industrialisation. Dans ces perspectives il est possible d'aborder les implications structurelles des actions de développement, et les exigences dans le domaine de la formation continue.

Nota : Il serait intéressant de se référer également à une analyse sociologique effectuée par Paul Houée, notamment le tableau des quatre hypothèses de développement (16), et le tableau annexe du déroulement type d'une action de Développement (17).

IMPLICATIONS STRUCTURELLES DES ACTIONS DE DEVELOPPEMENT

Nous limiterons nos préoccupations à un aspect du développement, les actions qui permettraient à une population donnée, d'être responsable de ses changements de mentalité et de comportement, sans cesser d'être elle-même. C'est ce que recouvrent les actions de développement en agriculture anciennement appelées vulgarisation.

Comment les actions peuvent-elles tendre à leur finalité essentielle : le développement de l'homme ? Comment les agriculteurs peuvent-ils vivre le développement ? C'est la remise en cause de toute l'approche du développement à partir de la participation active et consciente des hommes qu'il concerne.

Pour qu'une population se remette en marche, il faut que des hommes dans cette population aient l'occasion de se rencontrer, de s'interroger, et de chercher la solution à quelques-uns de leurs problèmes.

C'est pourquoi il faut favoriser la naissance de structures souvent informelles au niveau de la population, le plus près possible de l'ensemble d'une population, là où les agriculteurs vivent réellement *ensemble*, c'est-à-dire dans leur commune. Ces structures doivent se fonder sur des relations de voisinage pour avoir moins de risques d'écarter certains. Et dans ce cas même ceux qui restent en dehors apparemment ne le sont pas ; la moindre relation de la communauté locale se fait inévitablement l'écho de la réflexion de l'équipe de base.

(16) HOUEE (Paul). - Les étapes de développement rural - tome II, Paris, Editions ouvrières, p. 271.

(17) HOUEE (Paul). - Rapport au Colloque international de sociologie. Tableau annexe. Haïpha, mai 1973.

A - Donc le premier échelon, c'est l'équipe de base.

Elle est le fondement irremplaçable d'une action durable et efficace pour un développement porté et assuré par les hommes qu'il concerne.

Le rôle du syndicalisme, organe de prise de conscience, est de susciter par son information la naissance de ces équipes. Le rôle des chambres d'agriculture est de mettre à la disposition de ces équipes les techniciens nécessaires à leur meilleur fonctionnement. Ces fonctions sont complémentaires ; dans « l'esprit du développement » les querelles de tribus doivent nécessairement cesser.

Nous devons préciser davantage les *fonctions de ces équipes de base* : dans l'équipe de base peut se réaliser, naturellement, entre personnes qui se connaissent,

- la communication libre et sans réticence, de la meilleure expérience acquise par chacun ;
- la confrontation de l'expérience de l'un à celle de l'autre ;
- et l'organisation méthodique de son dépassement.

Ainsi la fonction de production commence à se réaliser sous le contrôle de l'esprit expérimental.

La **technique** en constitue la trame essentielle :

- langage de l'agriculteur,
- elle assure le rôle de facteur dynamique principal dans l'économie moderne ;
- l'outil moderne, l'installation nouvelle « informe » le village ;
- la technique est une base culturelle essentielle : le rapport de l'homme avec le monde est de plus en plus un rapport technique ;
- par le progrès des techniques s'amorce le processus de développement.

La **gestion** fait rapidement son entrée dans la vie du groupe.

Dans l'équipe comme dans l'exploitation, la réflexion, l'observation s'élargit très vite aux conditions de travail, au coût des productions, aux conditions de vie, au cadre de vie, à la rémunération du travail. C'est ainsi que le second volet de la vie de l'équipe est constitué par la gestion : une large utilisation des références de gestion s'y fait et le démarrage de comptabilités.

L'information économique y a aussi sa place :

L'équipe n'est pas un monde clos : les nécessaires relations avec l'extérieur sont analysées : conditions d'approvisionnement, de mise en marché.

Relations avec le milieu environnant... retentissement d'événements ou de décisions économiques extérieures. Ainsi les problèmes qui conditionnent leur avenir sont transportés là où vivent les gens : il n'y a pas d'équipe qui n'ait reçu d'information et qui n'ait discuté sur le plan Mansholt, l'intégration, etc... Et l'information peut également remonter...

L'animation de la communauté rurale, un nouveau tissu social, remplaçant ceux qui sont tombés en désuétude, naît. C'est une ossature nouvelle pour la population. Dans l'isolement croissant malgré ou à cause des relations multiples de notre société, les agriculteurs peuvent se rencontrer, se resituer, redécouvrir la valeur du voisinage humain au-delà des relations fonctionnelles avec tous ceux qui entrent tous les jours dans l'exploitation.

La formation permanente sur les lieux du travail est assurée par l'équipe : pouvoir se situer par une meilleure technique, une meilleure gestion est déjà un facteur de culture. Chaque équipe dans l'établissement de son programme est amenée à retenir les activités qui feront progresser la connaissance depuis l'expérimentation, l'observation jusqu'au voyage d'étude...

Un projet modeste, sans doute, traduit la vie de l'équipe : souvent une réalisation concrète d'entraide, un essai, un voyage. Parfois la recherche d'un équilibre dans la production, ou un objectif de production.

L'énumération de quelques-unes des fonctions accomplies par l'équipe de base précise comment elle permet la participation active de nombreux agriculteurs. En même temps elle permet de s'interroger sur le rôle que joue l'équipe vis-à-vis de l'ensemble de la population. Facteur d'entraînement dont les effets prennent des détours insoupçonnés et difficiles à cerner : combien d'agriculteurs qui semblaient imperméables à toute nouveauté et étrangers à toutes relations avec une équipe, se sont mis en route après cinq ou dix ans d'inertie.

Cependant si les relations internes d'une équipe ont fait l'objet d'analyses ou d'échanges entre animateurs ou responsables, trop peu souvent les relations extérieures de l'équipe ont retenu l'analyse des chercheurs. Une équipe vit : elle démarre, elle grandit, elle arrive à maturité, se rajeunit ou se sclérose, s'ouvre ou se ferme. Ceux qui sont à l'écart sont-ils accueillis, les jeunes entrent-ils facilement ? Quelqu'un se préoccupe-t-il de démarrer de nouvelles équipes ? En tout état de cause c'est aussi une fonction syndicale.

Jusqu'ici équipes ou groupes ont été privilégiés dans les programmes. Au risque d'oublier la masse. Il faut sans cesse répondre aux besoins de l'ensemble de la population et saisir l'occasion qui peut s'offrir par des problèmes très concrets : qualité du lait par

exemple, paiement à la qualité, problèmes sanitaires en élevage bovin ou porcin... ou tout autre aspect qui comporte des « motivations » précises. Il faut également faire preuve d'imagination, diversifier les modes d'intervention : du service individuel à l'action de masse. Si ce qui a été réalisé jusqu'ici est nécessairement imparfait, ce n'est pas une raison pour tout rejeter, mais cela doit amener à mieux adapter une action de responsable ou de technicien aux besoins réels.

Les exigences des actions de développement sont considérables tant pour le responsable que pour le technicien. Car il ne s'agit pas de décider pour une population, il ne s'agit pas de diffuser de l'extérieur comme certains esprits technocratiques le pensent. Il s'agit d'aider une population à s'exprimer, à conquérir son avenir. Il s'agit d'être au service de la population. Ceci requiert de l'animateur (appelons ainsi le responsable et le technicien) de plonger, de baigner dans la réalité, de pouvoir dialoguer avec tous les hommes, d'écouter les pulsations du milieu, d'arriver à traduire en vrais problèmes les réactions des gens, de pouvoir aider à trouver quelques réponses aux problèmes posés.

La marque du sous-développement est caractérisée par le fait que la population a le sentiment de vivre une aventure qui n'est pas la sienne, de ne pas comprendre les raisons ou les nécessités de l'évolution. La tâche prioritaire est donc de parvenir à ce que les gens puissent *comprendre*, puis *vouloir* et enfin *pouvoir*. Il ne faut pas se contenter de maudire la réalité, dans la mesure où elle échappe à notre emprise, mais plutôt apprendre à mieux l'analyser pour forger des instruments mieux adaptés aux problèmes.

Cette action doit se traduire à la fois par une observation des faits au niveau de l'exploitation notamment, et la recherche de solutions concrètes immédiatement applicables.

Cette action doit avoir le souci permanent de ceux qui ne semblent pas sensibilisés par les diverses activités de groupes, ceux qui sont en dehors, afin de mettre à profit toute occasion favorable : la résignation de certains à des modes de vie, à des conditions de travail subit souvent des remous ; le cercle vicieux de ceux qui semblent enfermés dans des conditions de structures, de formation et d'information, de commercialisation, etc..., qui ont empêché toute amélioration de leur condition, doit être dénoué. Beaucoup auraient sans doute pu évoluer s'ils avaient pris « le train du progrès » ou s'ils avaient pu le prendre. Et aujourd'hui ils semblent de plus en plus distancés, alors qu'il est possible de leur proposer des paliers d'amélioration, alors qu'ils peuvent accomplir une fonction technique et économique

dans certains domaines : par exemple naissage de porcelets, par exemple préservation d'un état sanitaire compromis par des élevages concentrationnaires...

Ainsi les actions de développement doivent chercher à répondre à deux questions contradictoires du moins en apparence. Ceux qui ont réalisé des progrès spectaculaires se découvrent enchaînés par un rythme de production et de croissance qui ne leur laisse que peu de liberté ; où est le progrès en ce cas ?

Ceux qui sont restés en marge sont-ils condamnés à ne rien espérer sinon à vivre au xx^e siècle comme les agriculteurs du siècle dernier.

*
**

C'est assez pour comprendre les dimensions des difficultés auxquelles doit faire face le conseiller comme le responsable. C'est aussi dire comment leur esprit doit être éveillé, en recherche, en critique et en création permanente, tout en étant constamment accordé avec les problèmes et les aspirations concrètes du monde rural.

Des problèmes sont résolus, d'autres n'ont pas de réponse, d'autres enfin appellent des recherches : techniques nouvelles, bâtiments adaptés, dimensions et équilibres de production, formation.

Interrogations de la population, prise de conscience, recherche de solution, tout ce qui manifeste la volonté de vivre et qui fonde le caractère ascendant du développement. Alors que l'on fait souvent de la base le réceptacle des idées et des programmes élaborés en haut lieu.

La population agricole est en « état de développement » quand elle manifeste une volonté clairvoyante de prendre en charge son destin, afin que, par et dans le travail même, tous les agriculteurs puissent accéder à des niveaux d'existence et de conscience sans cesse plus humains. Les équipes locales, petits groupes informels, à la base de contact humain, contiennent un dynamisme et une énergie difficilement mesurables, mais indispensables à la transformation de nos sociétés.

Les actions de développement ne sauraient donc être « une organisation de relations publiques » ni un relais pour l'accroissement du profit des firmes nationales ou multinationales, dans l'attente d'un développement qui n'arrive pas. Elles ne sauraient masquer par des mesures peu coûteuses la volonté de ne pas transformer les structures économiques : toute population a le droit à un avenir et en règle générale doit pouvoir l'assurer dans sa région.

B - Le deuxième échelon essentiel au développement est la petite région agricole.

Car elle constitue un ensemble assez vaste et assez homogène pour que les responsables des équipes et des groupements puissent se rassembler et s'interroger sur l'avenir des exploitations de leur secteur. C'est aussi un ensemble territorial complexe où des fonctions diverses et complémentaires doivent être assurées pour le fonctionnement des exploitations, comme pour la vie tout court. *Fonctions en relation avec l'agriculture* : approvisionnement, transports, transformation...

Fonctions en relation avec l'existence de tout homme : nourriture, construction, scolarisation, loisir...

C'est là que la vie de l'exploitation ou de l'agriculteur s'insère dans l'économie globale. Une structure de la petite région permet de suivre, d'analyser tout l'avenir des exploitations, les perspectives économiques locales, les données démographiques, les relations, les besoins...

Aux responsables d'équipe et de groupement doivent s'ajouter les responsables locaux des organisations professionnelles. C'est une occasion pour eux de se rencontrer, pour discuter entre eux de l'avenir de leur région, alors que leurs responsabilités font se côtoyer, sans travailler ensemble, responsables du syndicalisme, de la coopération, du crédit, des mutuelles, des chambres d'agriculture. Tous ceux-ci participeraient directement à une préoccupation de développement dans une structure horizontale, alors que leurs responsabilités sont verticales.

Le niveau de la petite région agricole semble être privilégié pour élaborer un programme de développement. Assez près de ceux qui vivent le développement, leurs responsables, leurs animateurs constituent les éléments essentiels à ce niveau. Ils peuvent ainsi coordonner, avec le concours de l'Ingénieur de Région, des divers projets proposés dans les équipes. Au-delà, la coordination ne peut guère être que de pure forme. Qui peut en effet, au stade départemental, apprécier vraiment l'opportunité d'une action, d'une expérimentation ?

C - Enfin, le troisième niveau a pour cadre le département, avec deux structures parallèles :

Une *fédération des groupes de développement* exprimant directement la préoccupation de la base, et une structure professionnelle de concertation et d'arbitrage, le *SUAD* dont l'objet est de maintenir la pré-

occupation d'intérêt général, d'actions de développement efficaces, et ouvertes à tous... plutôt que d'établir un programme, fut-il pluriennal ?

Le rôle de structures départementales est à la fois de permettre l'expression des besoins et des problèmes de la base, et de maintenir ou d'améliorer une politique de développement. Une autre fonction était assurée, celle d'établir un programme, en fonction du financement extérieur, rôle nécessaire sans doute, mais qui ne saurait vider le développement de son contenu. Au nom de quoi arbitrer, établir des priorités alors que chaque groupe doit suivre son cheminement propre. Le travail quelque peu dérisoire d'établissement d'un programme annuel, comportant un travail administratif assez lourd, appelait des modifications.

Les dossiers impossibles à juger de Paris, surtout par les administrations qui ne savent pas ce que sont les actions de développement, ont entraîné une refonte du système. Pourquoi ne pas faire un programme pluriennal ? Pourquoi ne pas donner plus de place à la concertation départementale ? Pourquoi ne pas faire du développement le moyen d'application d'une politique économique ? Pourquoi ne pas chercher à évaluer le rendement des actions ? Vrais et faux problèmes emmêlés, les responsables locaux du développement sont inquiets. Sauf quand ils s'en remettent à une « société d'études » (..) du soin de décider de leur avenir.

Au plan départemental ont vu le jour des *organismes fonctionnels* spécialisés, qui accomplissent des tâches dépassant les moyens de la base, et intéressant l'ensemble des agriculteurs. Ils agissent essentiellement comme des *bureaux d'études au service des agriculteurs*, de leurs organisations et des conseillers, à la disposition desquels ils sont mis, notamment dans le domaine des références techniques et économiques ou encore de la formation EDE, CER, CPS, Service Foncier. Ces organismes s'insèrent dans la structure pyramidale.

Ces organismes sont nés à la demande des agriculteurs, en fonction de leurs besoins : du Syndicat des prairies, à Kerbernès, à la Maison de l'Élevage, puis à l'EDE et à Trévarez. Ils se sont développés plus par poussée des besoins que par des initiatives « éclairées », pour expérimenter des techniques de mise en valeur de prairies, des techniques d'élevage, des techniques de construction, aider à résoudre les problèmes posés par les agriculteurs dans le domaine des références techniques, de la gestion, de l'évolution des structures.

La conception des « Centres émetteurs extérieurs », tranquillisante pour les chercheurs en chambre ou en instituts, ne rend pas compte de la réalité des cheminements du progrès.

C'est le lieu de rappeler que la *logique du développement* n'est pas la logique de la recherche, n'est pas la logique de la politique économique, n'est pas plus la logique des instituts ; elle ne saurait pas davantage se superposer à celle de la coopération. Bien que toutes contribuent au développement, il ne faut pas évacuer la richesse de la notion de développement.

Certaines *expérimentations* par exemple paraissent inutiles à la recherche alors qu'elles sont nécessaires comme procédé pédagogique dans la vie d'un groupe.

Les *instituts* peuvent améliorer l'établissement des références, organiser la circulation de l'information, mais leur action ne saurait avoir la dimension, ni l'intérêt au regard du développement, des moyens d'expression et d'action de toute une population à la recherche du progrès.

Il y a incontestablement complémentarité entre l'action des coopératives et les actions de développement.

La coopération est nécessaire au développement, car l'essentiel des actions de développement se traduit par une production qu'il faut vendre : la coopération doit en être l'instrument privilégié. Néanmoins soulignons qu'on n'a pas encore vu les agriculteurs entreprendre une production aberrante à partir des actions de développement. D'autres part la coopération a son rôle à jouer pour que le développement se traduise par de meilleures conditions de vie : la coopération doit donc contribuer à améliorer le revenu du travail de l'agriculteur. C'est là son rôle essentiel et spécifique dans une politique de développement (voir ci-dessus, p. 6).

Il y a aussi de nombreuses interférences entre les deux actions : la coopération joue un rôle important dans la modification des techniques utilisées par l'agriculteur, à travers les services rendus à celui-ci. Cependant ce rôle est ordonné à la fonction commerciale, et par voie de conséquence au produit et non à l'agriculteur en tant que tel. Ceci s'explique aisément par l'écartèlement de la coopération entre le marché et les adhérents, surtout dans la phase actuelle du développement de l'Industrie agricole et alimentaire qui tend à détourner la coopération de sa fonction « professionnelle » pour en faire un rouage du marché.

A l'inverse, l'action des conseillers de vulgarisation-développement a des incidences sur le changement des méthodes de production et des producteurs, donc en faveur d'une meilleure organisation de la production et indirectement de la croissance de la coopération. Mais cette action est ordonnée à l'homme et à son exploitation qui sont « premiers » alors que la mise en marché est « seconde ».

Il faut souligner que les progrès techniques ne sont pas linéaires : la première phase du développement de la production porcine : syndicats de producteurs de porcs (1958), a précédé toute législation de groupement de producteurs comme l'action coopérative ; la production laitière a traduit la révolution fourragère (avant 1960) précédant également la mise en place d'instruments coopératifs. Enfin l'introduction de la culture du maïs. De la même manière la coopération a été à l'origine de l'introduction de la déshydratation qui va bouleverser bien des techniques de production.

Les actions du développement et de la coopération sont donc complémentaires, et ont des interférences dans une politique de développement. Elles appellent une information réciproque et une concertation, notamment au niveau de la petite région où la pesanteur du marché est moins importante.

Néanmoins *il ne saurait y avoir confusion* dans les niveaux d'intervention puisque chacun a sa fonction à remplir.

Ajoutons d'autre part que si nos sociétés requièrent le dynamisme de la commercialisation, mais il faut également souligner vigoureusement que le développement ne saurait résulter de la guerre économique.

CONCLUSION

En conclusion, il faut que les hommes soient au centre du Développement. Non pas dans les intentions ou les discours, non pas comme « sous-produit » de la croissance, mais comme objectif principal. La seule voie est de le rendre responsable de ses changements de mentalité et de comportement, de lui faire confiance et de lui permettre de mettre en œuvre les moyens nécessaires. Et c'est un faux dilemme que de choisir entre le financement des hommes, ou le financement des actions. Des hommes sont nécessaires dans une *fonction permanente* qui consiste à aider les équipes de base à mieux établir et à mieux réaliser leur projet.

« Celui qui ne considère pas le développement comme un *projet humain*, celui qui l'assimile à un processus en quelque sorte physique, un jeu de mécanismes à mettre en mouvement, qu'on crée avec des capitaux, des techniques, des bureaucraties, qu'on entretient en état de bon fonctionnement et qu'on évalue en termes de rendement et de produits physiques ou financiers, celui-là échoue inéluctablement (18). »

Il faudrait en ce point aborder les problèmes de formation des adultes que nous avons laissés de côté dans les pages précédentes. Cette deuxième partie fera l'objet d'un rapport ultérieur.

(18) BOREL (Paul). - Les trois révolutions du développement - Paris, Editions ouvrières, p. 53.

POLITIQUE DU DEVELOPPEMENT ET FORMATION DES HOMMES
"TOUT L'HOMME
ET TOUS LES HOMMES"

